

On sait que l'Internationale Communiste, en 1921-22, s'est posé tout autrement ce problème central : elle s'est assigné pour but celui de garder, à tout prix, les masses autour des partis communistes et, ne pouvant y arriver sur la base des mêmes méthodes politiques, des mêmes positions qu'en 1918-20, car la situation avait changé, s'est vu obligée de modifier substantiellement les positions et les méthodes, entraînant ainsi de nouvelles défaites. Le problème du front unique, dans les différentes formulations qui virent le jour à cette époque et qui altèrent même le problème de la prise du pouvoir (Saxe, Thuringe) fut donc un produit des circonstances historiques profondément défavorables, un élément qui, mal résolu, troubla profondément la substance de la politique révolutionnaire sur laquelle s'était bâtie l'I. C.

\*\*

On pose généralement le problème du front unique ainsi : dans la conjoncture défavorable, le programme affiché par les socialistes acquiert une portée révolutionnaire. Le socialiste le proclame dans le but unique de tromper les masses et dans la perspective de ne jamais réaliser de mouvements autour de son programme. Le devoir des communistes consiste à attirer les social-démocrates dans un guet-apens, c'est-à-dire d'établir un accord sur la base des formulations revendiquées par les réformistes, car de leur démasquement ne peut résulter que le déplacement des masses vers le communisme. Aucune de ces trois propositions ne résiste à l'analyse marxiste, aucune d'elle n'est confirmée par les expériences.

Il faut d'abord indiquer que la contingence défavorable signifie que, provisoirement, le problème du pouvoir ne se pose pas comme un objectif réel pour la lutte des ouvriers. Cette contingence n'infirme néanmoins en rien les positions précédemment proclamées par le parti communiste, que le problème du pouvoir ne peut se résoudre que par la voie de l'insurrection, que la seule position du prolétariat envers l'État est celle de sa destruction, et qu'enfin pour réaliser ces revendications, il n'y a que le parti communiste, lequel trouvera contre lui et contre les masses, le bloc uni du capitalisme depuis ses formations d'extrême droite jusqu'à celles de l'extrême gauche (austro-marxistes). Le capitalisme fait-il recourt à une organisation fasciste de la société, s'achemine-t-il vers une telle évolution ? De cela il ne résulte pas que le programme démocratique des socialistes s'étant déjà révélé un bastion formidable de la contre-révolution, change en quoi que ce soit : les événements d'Italie, d'Allemagne et d'Autriche le prouvent d'une façon éclatante. Et ce même programme, qui a sauvé le capitalisme lors des assauts révolutionnaires du prolétariat, gardera encore une fois sa fonction réactionnaire dans la nouvelle phase qui s'ouvre devant le capitalisme. La bourgeoisie faisant appel au fascisme, aura besoin du parti socialiste pour arriver au gouvernement de Hitler, de Mussolini et de Dolfuss, pour faciliter l'attaque contre le prolétariat. Et les socialistes italiens, allemands et autrichiens seront, encore une fois, à leur place pour accomplir une fonction qui est indispensable à la bourgeoisie. Qu'ils soient bannis et persécutés par après, cela ne change pas d'un millimètre leur rôle ; depuis toujours, les marxistes ont su que le régime capitaliste est le régime des contradictions, que ce régime, basé sur le profit, ne peut comporter que la lutte à mort entre les capitalistes individuels, les trusts, les États, que l'organisation politique du capitalisme comporte une lutte entre les différentes formations de parti, mais il n'est jamais venu à l'idée des marxistes de considérer que les capitalistes, écrasés par leurs adversaires, les partis battus ou mitraillés par les nouveaux maîtres, puissent fournir un appoint à la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Aussi bien que les classes, les partis également ne relèvent pas des programmes qu'ils proclament, mais de la place qu'ils occupent au sein de la société. Le parti socialiste est partie intégrante du régime capitaliste et il s'acquitte de son rôle, même lorsqu'il change son programme. Les modifications qu'il y apporte n'altèrent pas sa fonction, mais, bien au contraire, représentent une nécessité de changement afin de pouvoir continuer son rôle. S'il devient soviétiste comme en 1920, c'est parce qu'il sait que, seulement ainsi, il pourra continuer l'œuvre de défense du régime bourgeois ; s'il entre dans le gouvernement soviétique de Hongrie, c'est parce

qu'encore une fois il peut ainsi se construire un retranchement qui lui permettra de remplir sa fonction historique.

Dans la contingence défavorable ou même très défavorable et fasciste, le programme que présente le parti socialiste, loin de pouvoir fournir une planche pour le salut de la révolution, représente une planche supplémentaire pour le salut du capitalisme, pour la victoire du fascisme, pour son maintien au pouvoir. Séparer le programme du corps socialiste dont il émane et affirmer qu'il est possible d'opérer, sur la base de ce départage, une colossale machination historique, portant des forces capitalistes à appuyer le prolétariat, c'est d'abord procéder à une opération abstraite, ensuite acculer le prolétariat dans l'impasse : en faire profiter l'ennemi. Parti et programme sont intimement liés et représentent une notion qu'il est impossible de dissocier : ce programme peut avoir pour but d'égorger tout mouvement de masse, comme en Allemagne, ou bien il peut correspondre avec des mouvements de masse (ainsi qu'en Italie lors de la grève générale proclamée en août 1922 par les socialistes maîtres de l'Alliance du Travail) ; il peut aussi s'accommoder avec des mouvements insurrectionnels (ainsi qu'en février 1934 en Autriche), mais, dans toutes les éventualités, ce programme, loin d'acquiescer une signification favorable au prolétariat, s'incorpore à la force ennemie qui le proclame pour servir les intérêts de la classe qui a engendré cette formation politique.

Les considérations qui précèdent expliquent pourquoi les différentes solutions qui ont été données au front unique ont abouti à un galimatias inextricable, alors que jamais l'objectif posé à des mouvements semblables ne s'est présenté. Front unique par en haut ou par en bas, par en haut et par en bas, avec la masse et sans les chefs, avec la masse et les chefs, autant de formulations qui — révélées ou cachées — voilent, pour ce qui concerne les socialistes, une tentative de garder leur influence sur les masses par un « tête à gauche » vers les communistes ou bien la manœuvre des communistes de gagner tantôt les organisations, tantôt les chefs, tantôt les masses. Bien entendu, dans tout cela, le mouvement et les intérêts des masses n'ont rien à voir.

Il nous reste encore à prouver que ces deux propositions : les socialistes affirment vouloir défendre telle ou telle autre conquête ouvrière, nous sommes persuadés par avance qu'ils ne veulent pas, en réalité, atteindre cet objectif, mais qu'ils affirment cette disposition uniquement pour tromper les ouvriers ; en les prenant au mot, on ne peut que déterminer leur démasquement et, en même temps, le déclenchement du mouvement. Nous avons déjà réfuté, au point de vue théorique, les propositions contenues dans ce schéma. Il nous reste à dire que les affirmations des socialistes favorables à la lutte et au front unique (comme en France actuellement) ou répondant favorablement à la démarche du parti communiste, n'ont qu'un seul but : rester à la tête des mouvements ouvriers et recevoir une sorte de consécration provenant de la participation des communistes au comité du front unique pour passer, au moment voulu, à l'étranglement du mouvement ou bien, comme ce fut le cas en Allemagne, faisant bonne mine aux communistes pour les immobiliser au sein d'un comité ayant pour fonction, non d'appuyer le déclenchement du mouvement, mais d'entamer des discussions interminables se déroulant entre deux éléments fondamentalement opposés et qui ne peuvent que décourager la classe ouvrière. Il est facile de discuter, par après, de quel côté se trouvent les responsabilités dans la faillite du front unique, mais les socialistes auront toujours raison pour prouver que leurs tentatives d'amener les communistes à accepter leurs positions dans une atmosphère « loyale et cordiale », n'ont pas abouti à cause de ces derniers. Les communistes, à leur tour, auront également raison lorsqu'ils prouveront que leur tentative de transformer en appui pour le prolétariat des forces contre-révolutionnaires n'a pas réussi, et cela, par la faute de ces dernières.

Il est extrêmement pénible de constater que les polémiques sur le front unique aient toujours pour objet un si grossier et répugnant bavardage, mais peut-être sommes-nous ici devant une des causes — et non la moindre — de la dégénérescence du mouvement communiste actuel ?

\*\*